

L'Arche de Noé



Noyan Tapan

Hebdomadaire

L'ESSENTIEL

Depuis le 4 Mai 1993

#17 (771)

4 Mai
2009

Prix: 1000 drams

La saison politique s'est ouverte



Le chef de l'opposition Lévon Ter-Petrossian (à droite) a tenu son rassemblement de masse auprès de Maténadaran. De sorte, la campagne préélectorale du maire d'Érévan commence

voir ci-dessous

Yeritsian : La crise financière atteindra son pic vers la fin d'année

Par Hasmik Hakobian

La crise économique et financière mondiale atteindra son pic vers la fin de cette année, a dit le ministre de l'Economie de la RA Nerses Yeritsian, lors de la conférence de presse du 29 avril. À ce moment la chute de l'économie atteint de 4 à 5 % dans les pays développés, pendant que dans les pays en développement, ils achèveront probablement l'année avec une croissance économique. Selon le ministre, la chute économique de 6,1% enregistrée en Arménie dans le premier trimestre de cette année est difficile à rétablir. Cependant, le grand flot de financement, y compris budgétaire, entrera dans le pays à commencer du mois de juillet, a dit le ministre. Il a en même temps dit qu'il fallait se concentrer sur la croissance de l'économie, car l'activité économique en Arménie ne sera pas si mauvaise qu'en 2007 et 2008. " Donc il est nécessaire de continuer les réformes dans les sphères d'impôt et de douane, pendant que la diminution du fardeau fiscal n'est pas une bonne idée ", a souligné N. Yeritsian.

Ter-Petrossian critique les autorités pour l'affaire des sept et la politique envers la Turquie

Le 1er mai, le Congrès National Arménien, le bloc d'opposition mené par le premier président arménien Lévon Ter-Petrossian a tenu un rassemblement de masse près de Maténadaran à Érévan. Le rassemblement, auquel ont participé de plus de dix mille personnes, a été suivi d'une procession dans la partie centrale d'Érévan, qui s'est achevée dans l'Avenue du Nord, le lieu traditionnel des " promenades politiques " des partisans de l'opposition. Bien que la procession n'ait pas été permise initialement par les autorités de la ville, elle s'est terminée sans incidents.

Ci-dessous sont présentés les morceaux du discours de Lévon Ter-Petrossian au rassemblement à Maténadaran.

L'affaire des sept

Afin de comprendre l'essence du soi-disant l'affaire des sept, il faut d'abord préciser dans quel objectif cette affaire avait été

intentée. L'objectif était clair, c'était de prouver au monde entier le fait de l'usurpation du pouvoir par la force par l'opposition et de sorte justifier les actions des autorités qui sont suivantes : bombardement de sang-froid de la manifestation pacifique, l'assassinat de 10 citoyens et le décret de l'état d'urgence. Cependant grâce à la lutte persistante populaire, au maintien des prisonniers politiques ainsi qu'à l'intervention des organisations internationales cet objectif s'est écroulé. Les autorités ont été forcées de faire de sérieux amendements au Code pénal, et de diviser l'affaire des sept aux affaires séparées. Par cette démarche, les autorités ont avoué que l'affaire des sept avait été forcée dès le début, et qu'il n'y avait pas eu de tentative de l'usurpation du pouvoir par l'opposition. Quant à la division de l'affaire des assassinats, les autorités ont également avoué que ces assassinats n'avaient eu rien de commun

suite à la page 2

L'Arménie voit la solution du problème du Haut-Karabagh selon tous les principes fondamentaux du droit international

Par Sousanna Petrossian

Le 27 avril le président arménien Serge Sargssian a reçu les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE Matthew Bryza (Etats-Unis), Yuri Merzlyakov (Russie), Bernard Fassier (France) et Andrzej Kasprzyk, représentant personnel du président en exercice à l'OSCE, avec lesquels il a discuté l'étape actuelle du processus de négociations sur le règlement pacifique du problème du Haut-Karabagh, ainsi que des questions concernant l'organisation de la rencontre possible des présidents des Républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan. S. Sargssian a encore une fois souligné que l'Arménie voyait la solution du problème du Haut-Karabagh uniquement dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE, par la voie de négociations pacifiques, en conformité avec tous les principes fondamentaux du droit international.

Selon le communiqué du Service de presse du président de la RA, Edouard Nalbandian, chef du

département politique extérieur d'Arménie a également fait part à la rencontre.

Des tendances de l'accélération du processus se sont révélées dans le règlement du conflit du



Serge Sargssian

Karabagh, ont déclaré les coprésidents du GM de l'OSCE, lors de la conférence de presse du 27 avril. Ils ont exprimé l'espoir que la rencontre prochaine des présidents arménien et azerbaïdjanais à Prague le 7 mai serait constructive.

Bernard Fassier a fait attention à la grande activité des visites

régionales des coprésidents et aux trois rencontres tenues entre les présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan pendant les derniers mois. " Il y a des espoirs raisonnables du processus et ces espoirs montrent que la rencontre de Prague sera constructive. Tout dépend de la volonté des deux présidents ", a déclaré B. Fassier.

Un point de vue analogue a exprimé le coprésident américain Matthew Bryza. Il a en même temps nié la confirmation que la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton avait fait une déclaration concernant la possibilité de la résolution du problème pendant un mois. " Ma cheffesse a déclaré que le conflit pourrait être réglé pendant quelques mois ", a-t-il dit.

Selon Youri Merzlyakov, il y a toutes les conditions pour assurer le progrès dans le processus de la résolution du conflit. Quant à la possibilité du règlement du conflit du Karabagh dans le plus proche avenir, Yu. Merzlyakov a indiqué que les prévisions chronologiques sont les plus difficiles. Selon lui,

suite à la page 2

Tigran Sargssian : Rien à cacher sur les relations arméno-turques

" Je prends conscience que le thème des relations arméno-turques est très sensible pour le peuple arménien dans la République d'Arménie et hors de ses frontières, et nous devons être trop attentifs et exacts dans nos expressions et évaluations, surtout, quand il s'agit de l'établissement des relations diplomatiques avec la Turquie ", a déclaré le premier ministre Tigran Sargssian, lors de la séance du 29 avril de l'Assemblée Nationale, en réponse à la question de Raffi Hovannissian, premier ministre des Affaires étrangères de la RA, membre de la fraction et fondateur du parti "Héritage". Le député s'était intéressé à la déclaration conjointe du 22 avril des ministres des Affaires étrangères d'Arménie et de la Turquie sur ce quelles clauses

contiennent-elles " le cadre universel " et " la carte routière " concertés entre les parties, et quelles clauses sont concrètement con-



certées ?

Nous sommes conscients qu'il y a des forces politiques qui sont contre l'établissement sans conditions préalables des relations diplo-

matiques avec la Turquie et l'ouverture des frontières ", a dit le premier ministre, en assurant une fois de plus qu'il n'y a pas de conditions et accords préalables. Il a également déclaré que les autorités n'avaient rien à cacher et que les discussions de cette question seraient publiques, surtout, que le document serait inévitablement présenté à l'AN ". Selon lui, les députés et le peuple entier auront la possibilité de donner leurs évaluations.

T. Sargssian a également déclaré qu'il résultait des intérêts nationaux que la politique extérieure d'Arménie ne peut pas et ne doit pas être antiturque, mais pro-arménienne ". Selon le premier ministre, c'est un questionnement de principe qui est actuellement discuté.

Edouard Nalbandian n'a pas déchiffré les clauses de la " Carte routière " pour les députés de l'AN

Par Gayané Mélikian

Edouard Nalbandian, ministre des Affaires étrangères de la RA, a présenté le processus entier de la normalisation des relations arméno-turques à la réunion convoquée par le président de l'Assemblée nationale Hovik Abrahamian le 28 avril. Les présidents des Commissions permanentes de l'Assemblée nationale et les représentants des fractions parlementaires ont fait part à la réunion fermée pour les journalistes.

Sans violer l'accord entre les participants de la séance pour ne pas divulguer les détails de la réunion, le membre de la fraction "Héritage" Styopa Safarian a

annoncé au correspondant de Noyan Tapan que le ministre n'avait pas déchiffré les clauses de



la " Carte routière " et du cadre complet concordé de la normalisation des relations bilatérales. " Le ministre a également présenté ses propres idées et évaluations con-

cernant les situations créées dans diverses phases, liées auxquelles nous avons des divergences d'opinion sérieuses ", a dit le député opposant.

"La réunion était bonne dans le sens que c'était en fait la première communication. Au lieu d'adresser des accusations réciproques de diverses tribunes, des clubs de média ou des écrans de TV, il serait beaucoup mieux, même s'il y a de la critique, de le dire en tête-à-tête et d'essayer d'argumenter les critiques présentées ", a dit S. Safarian, ajoutant " qu'il n'est pas nécessaire du tout d'arriver aux mêmes idées, cependant il est important de maintenir un tel format de dispute ".

La Commission ad hoc de l'AN a rencontré les trois citoyens blessés

Par Gayané Mélikian

La Commission ad hoc chargée de l'étude des événements et de leurs raisons tenus les 1er et 2 mars 2008 à Erévan avait invité à la consultation de travail du 28 avril les trois citoyens blessés le 1er mars aux alentours du croisement des avenues Grigor Lousavoritch - Machtots.

Selon les informations préliminaires de la commission, les trois victimes s'étaient blessés par les corps de maintien de l'ordre à la suite de l'utilisation d'un moyen spécial " Tcheryomoukha - 7". Cependant, deux parmi eux, Vazgen Haroutiunian et Suren Hovhannissian, ont annoncé qu'ils ne savaient pas jusqu'ici de quelle arme à feu ils avaient été blessés car dans les conclusions médicales il avait été seulement indiqué qu'ils avaient reçu des plaies d'arme à feu.

V. Haroutiunian, citoyen de la

région d'Ararat, qui pendant lesdits événements était au service à la compagnie d'instruction d'Avan des armées de la police, s'était blessé au genou et avait subi une intervention chirurgicale. Il a témoigné que le petit groupe de personnes masquées derrière leurs rangs tirait avec des cartouches éclairantes.

Le citoyen de Gumri S. Hovhannissian a entendu des détonations du côté de la foire " Ararat " et est allé vers le lieu des événements où il s'était blessé à la tête. Il a dit qu'avant de recevoir la blessure, il a senti une odeur qui, selon les membres de la commission, témoignait que, néanmoins, la raison de la blessure avait été "Tcheryomoukha".

La troisième victime, Khatchik Davtian, citoyen de Khor Virap (région d'Ararat) était parmi les manifestants. Il s'était blessé à la jambe à la suite de l'utilisation de "Tcheryomoukha",

et, selon la conclusion médicale, il avait reçu une plaie sérieuse représentant du danger pour la vie, et il avait subi une intervention chirurgicale. Kh. Davtian a informé qu'avant de se blesser il avait vu au moins 15-20 blessés ou morts, il avait été témoin d'un lac de sang qui s'était formé avec les restes de la substance grise de la tête d'un citoyen. En même temps il a rejeté l'existence de la mâchoire présentée dans la bande-vidéo sur les événements.

Kh. Davtian a également informé qu'encore son pied dans le plâtre, un groupe de gens l'avait emmené au Parquet général et l'avait forcé " avec des injures, des menaces " d'écrire que prétendument sa participation aux rassemblements de masse avait été organisée par une personne surnommée "Marzpet " qui était inconnu à Kh. Davtian, donc il n'avait pas écrit cette déposition.

L'Arménie voit la solution du problème...

Début à la page 1

tout dépend de ce quelle décision prendront les côtés, en particulier, les présidents arménien et azerbaïdjanais, sur les principes fondamentaux du règlement. Le diplomate russe a indiqué qu'après la conciliation de ces principes, un travail serait effectué dans la direc-

tion de l'élaboration de l'accord pacifique.

" Les principes de Madrid " continuent à rester sur la table, les coprésidents les discutent. La discussion de certains principes est prévue lors de la rencontre de Prague ", a déclaré B. Fassier. Selon lui, en cas de nécessité une nouvelle rencontre de Serge

Sargssian et d'Ilham Aliiev sera organisée début juin à Saint-Petersbourg.

M. Bryza a indiqué que les deux présidents trouvaient que l'accord du règlement du conflit du Karabagh devrait être équilibré et basé sur l'autodétermination, l'intégrité territoriale et les principes de l'exclusion du recours à la force.

Deux partis de la coalition soutiennent le président

En tant que membres de la coalition politique en activité, les partis Républicain d'Arménie, " Arménie Prospère " et " Orinats Yerkir ", restent fidèles aux principes de l'accord de coalition signé le 21 mars 2008, est écrite dans la déclaration conjointe du 27 avril desdits partis qui a été suivie de la déclaration du même jour de la FRAD sur la cessation de sa participation à la coalition politique.

Selon les membres de la coalition, la politique extérieure d'Arménie a été réalisée et sera réalisée conforme aux intérêts nationaux de l'Etat. Dans ce contexte ils font cas de la paix, de la stabilité et du développement régionaux.

"Nous saluons les démarches

du président arménien Serge Sargssian visant à la normalisation des relations arméno-turques sans conditions préalables et dans des délais raisonnables. Nous soulignons une fois de plus la conviction des autorités arméniennes sur ce que l'établissement des relations avec la Turquie ne signifie pas d'oublier le fait du Génocide arménien ou bien l'importance du processus de sa reconnaissance ou condamnation internationale. Tout en accordant notre soutien au droit à l'autodétermination du peuple de la RHK, nous sommes assurés que le règlement du problème du HK doit être réalisé en conformité avec les normes du droit international, dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE ", est écrite dans la déclaration.

Ter-Petrossian critique les autorités ...

Début à la page 1

avec les actions des manifestants.

Qui ont été en réalité les organisateurs des désordres de masse, j'en ai parlé le 21 décembre 2008, à l'Assemblée du Congrès National Arménien, tout en indiquant en particulier ce qui suit: "Nous avons tiré au clair que l'incendie prémédité des voitures, le pillage



des magasins et autres instigations du 1er mars ont été réalisés par des troupes de brigands. Ces derniers ont été formés et équipés par cinq hauts fonctionnaires d'Etat et quatre oligarques connus. ... Le Bureau du CNA a sou mis ces données au Groupe de l'établissement des faits, ainsi qu'au commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe Thomas Hammarberg et à quelques ambassadeurs étrangers accrédités en Arménie". Actuellement nous sommes exempts de rendre public les noms des chefs des troupes de brigands. Aujourd'hui encore ces personnes occupent des postes de direction en Arménie.

Relations arméno-turques

Notre seule objection concerne la formation de la commission des historiens arméniens et turcs dans l'objectif de l'étude du Génocide car selon nous, ce n'est autre chose qu'une apostasie du Génocide arménien.

En outre la prédisposition de la normalisation des relations avec l'Arménie, la Turquie s'était proposée comme but concret, c'était de prévenir le danger de la reconnaissance du Génocide arménien par le président américain Barack Obama et le Congrès américain. La Turquie a entièrement atteint son but. Les chefs de la Turquie ont présenté au président Obama le document élaboré à la suite du travail des diplomates arméniens et turcs et l'ont facilement persuadé qu'un processus sérieux dans le domaine de la normalisation des relations arméno-turques a été lancé. Bien que sincèrement Obama ait déclaré que dans la question de l'évaluation du Génocide arménien il n'avait pas

changé son point de vue exprimé à la période préélectorale, cependant il a expliqué qu'il n'avait pas l'intention de mettre obstacle à ce processus positif, faisant comprendre que la question de la reconnaissance du Génocide arménien n'est pas encore inscrite à l'ordre du jour des Etats-Unis.

Donc, nous sommes forcés d'enregistrer : pour prolonger sa propre autorité Serge Sargssian a vendu le Génocide au sens propre du mot. Sa deuxième démarche sera, sans doute, la vente du Karabagh, après quoi, naturellement, il deviendra le premier arménien à obtenir un prix Nobel. La conduite de Sargssian méritera des évaluations impitoyables dans des cercles radicaux d'Arménie et surtout de la Diaspora. Cependant, la justice exige d'adresser également une certaine partie d'accusation aux chefs nationaux de la Diaspora qui non seulement n'ont pas mis en garde les autorités arméniennes sur l'imprudence et la nocivité de l'intention de soulever la question de la reconnaissance du Génocide, mais, au contraire, ils ont encouragé avec enthousiasme les efforts des derniers. Donc, les efforts énormes et les ressources monétaires de la Diaspora investis pendant de plus de quarante ans dans l'objectif de la reconnaissance internationale du Génocide arménien se sont écroulés pendant un jour.

Elections du maire

Quand le Congrès National Arménien a déclaré qu'il participerait aux prochaines élections du maire d'Erévan, la première réponse résonnée du camp des autorités avait été ce que le Congrès politisait ces élections, c'est-à-dire, il commet un crime terrible. De sorte, ils dénoncent leur essence criminelle car l'alternative de la politisation n'est autre chose qu'une criminalisation. Il faut finalement avouer qu'il n'y a pas de question non-politique dans l'Etat car le genre de vie de l'Etat est juste la politique.

Si Sargssian songe vraiment au rating de l'Etat, donc aujourd'hui aussi il a la possibilité d'atteindre ce but. Qu'il tient des élections légitimes qui mériteront absolument l'évaluation de notre société et des observateurs internationaux. Il doit prendre conscience au bout du compte que la victoire non seulement des autorités, mais même de l'opposition aux élections légitimes renforce l'Etat et l'exempte des pressions externes.

L'Usine Nairit a recommencé son travail

Par Samvel Sargssian

La société anonyme " Usine Nairit " produisant du caoutchouc à technologie chloroprénique va commencer son travail du 5 mai et produire de 700 à 750 tonnes de caoutchouc par mois. L'usine a recommencé son travail après 4,5 mois de temps chômé. Ce fut annoncé le 28 avril par le directeur général de la société Vahan Mélikonjan.

Selon lui, après la chute brusque de 2,5 fois des prix et de la demande du caoutchouc sur le marché international à la suite de la crise financière et économique, un certain accroissement de la demande est observé. 60% de la réalisation du caoutchouc chloroprénique de l'usine tombe aux pays européens, de 10% à 12% aux Etats-Unis et au Canada, de 15% à 20% aux pays de la CEI, le reste à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à Israël et aux autres pays. Selon les données du directeur général de l'" Usine Nairit ", le volume du marché mondial du caoutchouc chloroprénique fait annuellement de 400 mille tonnes, cependant la société exporte annuellement de 8 à 10 mille tonnes, et si elle exporte annuellement, par exemple, 30 mille tonnes, " ce ne sera pas un coup notable pour le marché ".

Il a été mentionné qu'il n'y avait pas eu de réductions lors du temps chômé du travail de l'" Usine Nairit " et le personnel de plus de 1000 personnes a retourné au travail.

V. Mélikonjan a informé que le processus de négociations de l'acquisition du crédit de " Brebank " polonais s'était prorogé en raison de l'influence de la crise financière et économique internationale sur la Pologne, et il a exprimé de l'espoir que " le thème de ce crédit sera actuel déjà en été ". Il s'est assuré que pour la réalisation des programmes de modernisation de l'usine, la société " Usine Nairit " n'avait pas de problème lié à la

prise des crédits. Le seul problème est que l'usine travaille à une puissance qui assurerait une rentabilité : elle a travaillé jusqu'ici avec des pertes ou au degré zéro de la rentabilité.

Selon V. Mélikonjan, au printemps 2009 le volume des dettes de crédit de l'" Usine Nairit " peut atteindre 110 millions de dollars ce qui sera lié à la mise en œuvre du projet d'investissement de la production du caoutchouc de butadiène. Il a dit qu'en outre sa dette à la centrale thermique d'Erévan, la société " Usine Nairit " n'avait pas d'autres dettes car elles avaient été acquittées à compte des ressources de crédit reçues. Il a été noté que la société " Usine Nairit " se sert de 9 banques.

Il est à noter que 90% des actions de la société appartiennent à la société " Rhinoville Property Limited " enregistrée à la Grande-Bretagne, et 10% - au gouvernement arménien.

Dans le cadre de sa visite à l'usine, le premier ministre Tigran Sargssian a informé que jusqu'à la fin de 2009 il était prévu de commencer la production du caoutchouc de butadiène.

Selon lui, l'engagement de la nouvelle technologie permettra d'augmenter les puissances de l'usine, les volumes de la production, l'assortiment des produits, ainsi que les volumes de l'exportation d'Arménie. Selon le premier ministre, si l'" Usine Nairit " commence à travailler avec sa puissance entière, une dizaine d'autres entreprises de la production chimique vont également travailler. Cela contribuera aux changements positifs de la structure de l'économie arménienne. Il a été noté que selon le projet de développement de l'usine, le nombre d'employés de l'" Usine Nairit " pourrait atteindre 6 mille pendant quelques années. Quant aux salaires, donc ils augmenteront de 20% pendant l'année 2009, et à l'avenir les salaires

augmenteront également à l'usine car, selon T. Sargssian, nous avons affaire avec les hautes technologies, et ici des spécialistes très qualifiés sont nécessaires.

T. Sargssian a déclaré que si l'"Usine Nairit" travaille avec sa puissance entière, l'Arménie sera classée parmi les pays principaux du monde dans le domaine de l'industrie chimique.

Il est à noter que la mise en marche de la production du caoutchouc de butadiène est l'un des objectifs de la première phase du projet de 6 ans de la reconstruction et du développement de l'"Usine Nairit", l'autre objectif est l'extension de la production du chlore. La technologie de la production du caoutchouc acétylène-chloroprénique, le terminal de transport de l'usine et le système d'infrastructure sont prévus à reconstruire à la deuxième phase.

A la troisième phase il est prévu de mener des travaux basés sur la coopération de la communauté scientifique d'Arménie et des associés intéressés et les solutions technologiques dans la direction du rétablissement et de la modernisation du domaine de la " petite " chimie " de la république (chimie pharmaceutique, agrochimie, production des produits chimiques). Dans le domaine de la " petite " chimie il est prévu de produire des substances organiques sulfuriques et phosphoriques, des solutions économiquement efficaces de l'extension de la production des acétates de vinyle et des acétates de polyvinyle seront trouvées. On s'attend à ce que la reconstruction et la mise en œuvre du projet de développement de l'" Usine Nairit " permettent à créer un environnement d'affaire de la formation et du développement des petites et moyennes entreprises innovantes sur la base de l'assortiment de la production et des technologies de l'usine.

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!

Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A YEREVAN-CENTRE

APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEQUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191
e-mail: yezeguelian@aol.com

Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS
34 A. Champs-Élysées
Tél: 01-43-59-65-19



Le nouveau FMI



Par Age Bakker

WASHINGTON DC - Quand les ministres se rencontreront aux réunions de printemps du FMI ce mois-ci, ils trouveront une institution qui a gagné une nouvelle assurance. Le sommet du G20 de Londres a donné un mandat renforcé au FMI, tout en triplant ses ressources. Davantage de financements concessionnels seront disponibles pour les pays à faible revenu, et la liquidité internationale sera augmentée d'un apport de 250 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux (DTS). Voilà de l'énergie nouvelle pour le FMI, et cela donne de l'espoir aux pays émergents et en développement, gravement atteints par une crise qui a débuté ailleurs.

Le FMI est bien placé pour aider ses membres à venir à bout des gouffres de financement créés par la crise. Lors de la préparation du sommet du G20, l'accès aux facilités de crédit du Fonds a été simplifié et les conditions rationalisées. Dans un moment décisif, une nouvelle ligne de crédit non-conditionnelle a été introduite pour les pays affichant de bons résultats. Le Mexique et la

Pologne en seront les premiers bénéficiaires, et d'autres pays y prétendront. Ces politiques de crédit plus souples reflètent une nouvelle image du FMI. Le stigmate négatif rattaché au financement par le FMI fait dorénavant partie du passé.

Maintenant que son rôle de financeur dans cette crise est assuré, le FMI a besoin de consolider sa position de gardien d'un système financier international ouvert. Le FMI a été créé pour éviter des crises comme celle que nous traversons actuellement, et en cela il a failli. Il faut reconnaître que des alarmes ont été données, mais que les décideurs, particulièrement dans les pays avancés, n'y ont pas donné suite.

Le "nouveau" FMI doit être une institution qui communique mieux avec ses membres, équilibre équitablement les intérêts de ses membres avancés, émergents et en développement, et aligne mieux ses politiques sur les besoins du moment. Maintenant que le FMI bénéficie d'un second souffle, il doit regagner sa position centrale dans le système financier international. Pour ce faire, il est nécessaire de se concentrer sur trois sujets : une meilleure surveillance de la stabilité financière, une coordination internationale renforcée, et un processus de prise de décision

réactualisé.

Le nouveau FMI doit s'exprimer plus clairement sur les problèmes de stabilité financière mondiale. Il doit s'assurer qu'il n'y a pas de failles dans la surveillance des institutions financières. Il peut aider à mettre en forme un système de supervision mondial plus robuste, qui doit être érigé afin de préserver les bénéfices des marchés financiers mondiaux. Et il doit aider à développer la vision de ce à quoi devrait ressembler le futur paysage financier.

Dans ce but, la surveillance du FMI devrait comprendre des réactualisations régulières des organismes de surveillance dans les pays à l'importance systémique. Des alarmes précoces, commissionnées par le G20, devront être ciblées et le FMI devra s'assurer que les décideurs font suivre d'effet les conseils du Fonds.

Le nouveau FMI a besoin de regarder la coordination internationale avec un œil neuf. L'exigence d'un ordre monétaire différent, tel que le prône la Chine, prépare le cadre d'initiatives nouvelles visant à éviter les déséquilibres internationaux à l'origine de cette crise.

Premièrement, le déficit d'épargne des États-Unis devra être résolu de façon durable. Deuxièmement, la Chine devra rendre sa monnaie convertible.

Troisièmement, la position de l'euro se renforcera avec le temps à mesure que de nouveaux pays rejoindront la zone euro.

Avec davantage de monnaies-clés en place, la perspective d'un système monétaire réellement multipolaire apparaît, accordant un rôle croissant aux DTS. Cela diminuera le besoin ressenti par les économies émergentes de s'assurer elles-mêmes contre l'instabilité financière, en amassant de vastes réserves.

Enfin, le nouveau FMI a besoin de structures de gouvernance qui reflètent mieux les nouvelles réalités mondiales. La perception que les pays avancés gèrent les affaires du Fonds, sans suivre ses conseils pour autant, a sapé l'autorité du FMI.

Le sommet du G20 a marqué le retour des États-Unis au multilatéralisme. Cette acceptation d'une responsabilité collective devrait s'accompagner de l'abandon du pouvoir de veto des États-Unis en abaissant les majorités requises pour le vote, ainsi que l'abandon de la prérogative de l'Europe de nommer le directeur général du FMI. L'une des forces

de la structure actuelle de gouvernance du FMI, le système de représentation des pays, devrait être imité par le G20, afin d'assurer l'inclusivité.

La croissance rapide de la Chine, de l'Inde et d'autres pays émergents doit s'accompagner de l'intensification de leur influence, mise en place par le biais de l'augmentation des quotas, prévue en 2011. Les pays avancés, y compris les pays européens, verront un déclin relatif de leur pouvoir de vote. Les pays émergents, qui auront de plus en plus leur mot à dire, devront aussi endosser davantage de responsabilités internationales, notamment en termes financiers.

Aujourd'hui, les pays européens financent les prêts du FMI à hauteur de 42 %, et les prêts concessionnels de la Banque mondiale à hauteur de 62 %. Cette tâche devra être partagée par les pays émergents avec de vastes réserves. Ces réserves sont utilisées au mieux en aidant le FMI à maintenir un système financier ouvert et stable, et à empêcher que ne se reproduisent des crises comme celles-ci.

Et Tu, Obama ?

Lettre d'un ex-admirateur



De Harut Sassounian
Édité par The California Courier
Éditorial de Sassounian du 30 avril 2009

M. le Président, comment avez-vous pu !

Votre candidature fut un bol d'air frais. Vous incarniez le changement. Vous avez fait de merveilleuses promesses et la communauté arméno-américaine a placé sa confiance en vous.

Nous sommes à présent terriblement déçus, parce que vous avez agi d'une façon peu différente de celle de vos prédécesseurs sur la question du génocide arménien. Votre déclaration du 24 avril n'était pas du tout à la hauteur de votre promesse solennelle de reconnaître le génocide.

Lorsque vous étiez député et candidat à la présidentielle, vous n'avez pas laissé planer aucun doute quant à vos intentions sur cette question. Vous en avez parlé de manière éloquente et passionnée.

Et pourtant, lorsque vint le moment de votre déclaration du 24 avril, nous avons été surpris de constater que le mot "génocide" avait été remplacé par "Meds Yeghern", un stratagème habile certainement soufflé par l'un de vos astucieux conseillers.

Peut-être aimeriez vous savoir que "Meds Yeghern" ne veut pas dire génocide ; cela signifie "Grande Catastrophe." Les Arméniens ont utilisé ce terme avant que le mot "génocide" ne soit inventé par Raphael Lemkin dans les années 1940. La traduction du mot "Génocide" en arménien est "Tseghasbanoutyoum", c'est un terme bien plus précis que "Meds Yeghern", si vous décidez de l'utiliser à l'avenir.

Non seulement vos conseillers ont choisi un terme arménien erroné, mais ils n'ont pas fourni sa traduction anglaise qui aurait permis aux non Arméniens de comprendre sa signification. Quel était, de fait, le but de l'utilisation d'un mot arménien dans un texte anglais ? Votre équipe est-elle à court d'euphémismes anglais pour génocide ?

Au cas où vos conseillers pleins de ressources pensent qu'ils sont les premiers à échafauder ce strata-

gème intelligent consistant à remplacer "génocide" par "Meds Yeghern", laissez-moi vous informer que plusieurs dirigeants précédents ont employé cette même astuce. Le Pape Jean-Paul II a utilisé ce terme en 2001 lors de sa visite en Arménie. La BBC a fait remarquer que le Souverain Pontife avait dit "Meds Yeghern" afin de ne pas offenser la Turquie. Votre prédécesseur immédiat, le Président George W. Bush, a utilisé la traduction anglaise de ce même mot délicat, dans sa déclaration du 24 avril 2005 -- "Ce terrible événement est ce que de nombreux Arméniens ont appelé la 'Grande Catastrophe'."

M. le Président, l'an dernier, alors que vous recherchiez les voix électorales et le soutien financier de la communauté arméno-américaine, vous n'avez pas promis de reconnaître le "Meds Yeghern !" De fait, vous lui avez dit : "En tant que Président, je reconnaitrai le génocide arménien." En outre, vous n'avez pas indiqué que votre reconnaissance du génocide arménien dépendrait des négociations turco-arméniennes, de l'ouverture de la frontière arménienne, de la guerre en Irak ou autre chose encore. Vous avez fait une promesse catégorique, sans "si" ou "mais".

Il existe également deux séries de graves contradictions dans les mots que vous avez utilisés avant et après votre élection à la présidence. Dans votre déclaration du 24 avril 2009, vous avez dit : "À maintes reprises, j'ai indiqué quelle était mon opinion personnelle sur ce qu'il s'est passé en 1915, et mon point de vue sur cette histoire n'a pas changé." Et pourtant, le 19 janvier 2008, vous étiez alors candidat présidentiel, vous avez déclaré : "Le génocide arménien n'est pas une allégation, une opinion personnelle ou un point de vue." De plus, le 24 avril 2009 vous avez déclaré : "Mon intérêt réside dans l'accomplissement d'une reconnaissance entière, franche et équitable des faits." Cependant, en tant que candidat, vous avez déclaré que le génocide est "un fait largement documenté et soutenu par un nombre écrasant de preuves historiques. Les faits sont indéniables."

M. le Président, deux fois en l'espace d'un mois, à Ankara et à Washington, vous avez fait référence à vos déclarations passées sur le génocide, afin d'éviter d'u-

tiliser le mot une fois élu président. C'est un vieux tour de passe-passe dont le Président George H. W. Bush (Senior) a également usé. Dans son message présidentiel du 20 avril 1990, Bush a déclaré : "Mes commentaires de juin 1988 reflètent la profondeur de mes sentiments envers le peuple arménien et les souffrances qu'il a endurées." Afin d'éviter d'avoir à prononcer le mot génocide, le Président Bush, tout comme vous, a fait une référence indirecte à ce mot, en mentionnant ses remarques antérieures, lorsqu'il était Vice-président et candidat présidentiel : "Les États-Unis doivent reconnaître la tentative de génocide du peuple arménien lors des dernières années de l'Empire ottoman, sur la base des témoignages des survivants, des chercheurs et aussi de nos propres représentants à l'époque, si nous voulons être sûrs que de telles horreurs ne se répètent pas."

Cher M. le Président, votre équipe n'avait nullement besoin de perdre son temps précieux à essayer d'échafauder des stratagèmes et à faire de la gymnastique verbale. Si vous ne voulez pas dire le mot génocide, vous n'auriez dû rien dire du tout. Le génocide arménien a déjà été reconnu par un autre Président américain, Ronald Reagan, qui a signé une Proclamation présidentielle le 22 avril 1981, dans laquelle il en réfère au "génocide des Arméniens."

De fait, les Arméniens ne gagnent rien si un autre Président américain réitère ce qui a déjà été dit. Comme vous le savez, les déclarations présidentielles, de même que les résolutions au Congrès, n'ont aucune conséquence légale. La Proclamation du Président Reagan et l'adoption de deux résolutions à la Chambre sur le génocide arménien, en 1975 et en 1984, n'ont rien apporté de concret aux Arméniens en termes de compensations pour les immenses pertes de vies humaines et de biens.

En ne tenant pas votre promesse le 24 avril, vous avez cependant réussi à saper votre propre crédibilité devant le peuple américain et l'opinion publique mondiale. L'Obameter du site Internet (politi-fact.com) a déjà étiqueté votre déclaration du 24 avril de "promesse brisée." Cette semaine, alors que vous arrivez au terme de vos 100 jours de mandat, les principales chaînes de télévision et la presse

commentent largement votre promesse non tenue sur le génocide arménien, sapant ainsi la confiance de l'opinion publique américaine dans vos autres promesses.

Pour terminer, M. le Président, il fut indécent de votre part d'exploiter les "soi-disantes" négociations de la Turquie avec l'Arménie, et de vous en servir de prétexte pour éviter de prononcer le mot "génocide" dans votre déclaration du 24 avril. Étant donné votre haute position, vous n'êtes pas sans savoir que l'intention du gouvernement turc a toujours été de créer la fausse impression que ses discussions avec l'Arménie progressaient sans accroc, et de faire croire à tout le monde que la frontière serait rouverte incessamment. Les dirigeants turcs agitent cette carotte devant l'Arménie depuis des années. Le fait est que, une fois que vous avez été élu président, les responsables turcs ont vraiment pris au sérieux votre promesse de campagne de reconnaître le génocide arménien et vos proches conseillers leur ont indiqué que sauf à Ankara de faire un geste amical envers l'Arménie, vous pourriez bien tenir votre promesse faite à la communauté arméno-américaine.

Si les responsables turcs, avec leurs fausses initiatives diplomatiques, ont réussi à duper le reste du monde, y compris les dirigeants relativement inexpérimentés de l'Arménie, Vous, M. le Président, saviez très bien ce qu'il se passait. Vous avez suivi les faux gestes de la Turquie en toute connaissance de cause, et ce faisant vous avez fait fi de votre position de principe sur le génocide arménien, afin de vous assurer de la participation de la Turquie dans la guerre en Afghanistan et pour qu'elle exécute ses missions assignées par les U.S.A. eu égard à l'Irak, l'Iran et Israël.

Vous deviez également savoir que la Turquie n'ouvrirait pas la frontière dans un futur proche, à moins que le conflit du Karabagh ne soit résolu en faveur de l'Azerbaïdjan. En utilisant divers carottes et bâtons, et avec la complicité de la Russie qui veille à ses intérêts économiques et politiques en Turquie et en Azerbaïdjan, les responsables américains ont réussi à pressuriser l'Arménie pour qu'elle accepte d'émettre une déclaration conjointe avec la Turquie, la Suisse jouant le rôle de médiateur, la veille

du 24 avril. Cette déclaration était une couverture pratique pour vous permettre d'éviter la question du génocide afin de calmer la Turquie.

M. le Président, en obligeant l'Arménie à signer une telle déclaration, vous avez réussi à dresser la diaspora arménienne, ainsi que le peuple en Arménie, contre le gouvernement d'Erevan. Le résultat direct de cette action est que la FRA, l'un des partis politiques les plus influents en Arménie, a quitté la coalition gouvernementale cette semaine. La FRA ne voulait pas être associée à un gouvernement, se remettant à peine des élections présidentielles controversées de l'an dernier, qui est en train de négocier un accord avec la Turquie, accord qui pourrait compromettre les intérêts nationaux et les droits historiques du pays. La FRA s'est élevée avec véhémence contre l'intention annoncée par l'Arménie de participer à une commission historique bilatérale, qui sera utilisée par la Turquie comme un moyen de remettre en cause la réalité du génocide arménien.

M. le Président, dans les jours à venir, alors que votre Administration invite les dirigeants arméniens à Washington en vue de leur extorquer encore davantage de concessions, veuillez comprendre qu'ils ne peuvent être pressurés que jusqu'à un certain point avant de perdre leur autorité. Comme ce fut le cas pour le premier Président de l'Arménie, dépasser la ligne rouge sur les questions du Génocide et du Karabagh pourrait bien mettre en péril le faible pouvoir que détient la coalition gouvernementale qui subsiste, indépendamment du nombre de promesses faites et des carottes qu'agite Washington.

Toi aussi, Obama ?

Tu quoque fili mi ! "Toi aussi mon fils ! Jules César à Brutus qui l'a trahi.

La locution est depuis utilisée pour marquer une trahison. Dans le monde anglo-saxon, son équivalent est : "Et tu, Brutus ?" ("Toi aussi, Brutus ?"). Il est issu de la tragédie de Shakespeare, Julius Caesar, acte III, scène 1, vers 77.

©Traduction C. Gardon pour le Collectif VAN - 28 avril 2009 - 07:10 - www.collectifvan.org

PLDA rejette la politique des autorités arméniennes sur l'établissement des relations arméno-turques

Le Parti Libéral Démocratique d'Arménie (PLDA) a exprimé son désaccord en matière de la politique actuelle conduite par les autorités arméniennes sur l'établissement des relations arméno-turques. "Une impression se crée que cela prédestine non pas le début des relations mutuelles entre les deux pays, mais ressemble à une collusion entre "Qui ne résulte pas des intérêts de l'Etat arménien et du peuple arménien dispersé dans le monde entier", est écrite dans la déclaration du 25 avril du PLDA.

Selon le PLDA :

1. La République d'Arménie, en la personne du président ou des

responsables du département extérieur, doit manifester de la bonne volonté du travail dans les questions nationales importantes, en particulier dans les relations arméno-turques, afin d'agir conjointement avec les O.N.G., les organisations politiques, analytiques chargées de l'étude du point de vue public. Une telle manière de travailler donnera la possibilité de former un environnement ouvert et libre dans les relations Etat - société, ainsi que de former une conception générale qui a mérité le consentement public visant au règlement des problèmes arméno-turques accumulés depuis des

années.

Dans la circonstance de l'adoption de la mode d'action mentionnée ci-dessous par les responsables des questions nationales importantes, le Conseil politique du PLDA annonce sa bonne volonté du travail commun, faisant participer également à ce processus les possibilités de la Diaspora.

2. Saluant la mission de médiation du département fédéré des affaires étrangères de la Suisse, néanmoins, le Conseil politique (CP) du PLDA considère que la résolution des problèmes approfondissant jusqu'ici dans les relations arméno-turques se trouve sous

la possession de la Cour Internationale agissant sous l'égide de l'ONU, donc, nous exigeons de "congeler" toutes sortes de relations avec le côté turc, jusqu'à ce que la République d'Arménie n'acquière pas le droit de s'adresser à la Cour européenne.

3. Le CP réaffirme la déclaration diffusée le 3 mars dernier et fait appel à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale de la RA l'adoption de la loi "Sur la suprématie juridique de la Cour internationale agissant sous l'égide de l'ONU". Tout en connaissant la suprématie de la Cour internationale par la RA, elle donnera la possibilité d'atteindre la résolution finale de tous les problèmes régionaux du point de vue du droit international dans le plus court délai, que dans les conditions de la mission de médiation de quelconque Etat ou des Etats.

4. Le CP fait des remerciements

et salue les déclarations des hommes d'Etat et tous ces Etats qui ont reconnu et condamné le grand massacre commis par les gouvernements turcs envers le peuple arménien du 1915 au 1923, cependant, nous trouvons en même temps que la condamnation du crime commis envers l'humanité est nécessaire tout d'abord à la société desdits Etats car, en outre de la victoire morale, le peuple arménien dispersé dans le monde entier ne reçoit aucune autre résolution juridique équitable du processus de condamnation et d'indemnisation.

5. Le CP du PLDA en appelle à toutes les organisations arméniennes chargées des questions de la Cause arménienne (Hay dat) dans la patrie et la Diaspora, de choisir comme stratégie la manière de travailler suivante :

- de centraliser les efforts afin de mener la Cause arménienne à la Cour internationale.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARR
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.